

André GOZARD, instituteur, militant syndicaliste

Electrices, Electeurs,

L'incurie des députés de la majorité sortante est-elle due seulement à leur incompétence... ou tient-elle à la nature même du pouvoir gaulliste ? Pendant cinq ans, la circonscription a été "représentée" par un député U.N.R. Y a-t-il une école de plus qu'en 1962 ? Non. Bien au contraire, l'école mixte de la rue Paul-Meurice a disparu et des classes ont été supprimées parce que le gouvernement se refuse à créer des postes d'instituteurs. Il n'y a toujours pas de lycée de garçons dans le 20e. Les crèches sont toujours au nombre de quatre pour tout l'arrondissement, alors que, d'après les estimations officielles, il en faudrait au moins vingt. La libération de la femme dont parle de temps à autre le Premier ministre n'est qu'un slogan électoral.

L'équipement hospitalier a-t-il été amélioré ? Tout habitant de l'arrondissement peut en juger. Il suffit d'avoir eu besoin de se faire soigner à l'hôpital Tenon pour connaître le surmenage de son personnel trop peu nombreux, l'insuffisance de ses équipements, la vétusté de ses salles surpeuplées.

Le 20e arrondissement a-t-il cessé d'être le plus mal desservi de Paris ? Bien au contraire, la seule mesure intervenue a été la suppression de la plupart des lignes d'autobus les dimanches et fêtes : si vous habitez le 20e, et n'avez pas de voiture, restez chez vous en dehors des heures de travail !

La situation de l'emploi ne cesse de se dégrader. Après les licenciements de la R.B.V., la disparition de nombreuses entreprises métallurgiques de sous-traitance, l'affaire actuelle du démantèlement de Bull vient illustrer la carence de la politique du pouvoir. Parlons enfin du logement ! Combien d'appartements vides aux prix exorbitants ne trouvent pas preneurs alors que la crise continue de frapper les classes populaires ? Ce n'est pas la solution adoptée pour les Hauts-de-Belleville, avec l'accord de la majorité U.N.R.-centristes de l'Hôtel de Ville, qui changera la situation. Livrer tout un quartier à la spéculation des sociétés immobilières, voilà un exemple typique de la politique de classe menée par le pouvoir gaulliste dont la devise est : riches, enrichissez-vous !

Non, décidément, les années de règne gaulliste n'ont guère été favorables aux travailleurs du 20e. Et ce n'est pas le grossier attrape-nigaud de la candidature "nouvelle" de Mme Troisier qui fera illusion. Le sigle U.D.T. étant maintenant dévalué, on a inventé l'étiquette "travailliste" pour camoufler, dans certaines circonscriptions de gauche, des candidats qui sont en fait des soutiens inconditionnels de la politique réactionnaire du pouvoir.

Electrices, électeurs, vous ne confierez pas un nouveau mandat à un candidat gaulliste. Vous voterez pour le seul parti qui présente un programme cohérent d'alternative socialiste, pour le candidat du P.S.U. : André GOZARD, instituteur, responsable syndical (F.E.N.), vice-président du Comité local d'action laïque, administrateur de la Caisse des Ecoles. Suppléant : Charles CIMERMAN, ouvrier du textile.



Charles CIMERMAN

ELECTIONS LEGISLATIVES, MARS 1967 - 30e CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Vu, le candidat.

LES ÉLECTIONS DÉCIDENT DE VOTRE AVENIR

Le PSU, parti du renouveau socialiste propose :

CONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE. Dans une législature : une Assemblée, un Gouvernement, un Plan. Une Assemblée économique, représentative des travailleurs. Contrôle et gestion des entreprises par les travailleurs : reconnaissance de la section syndicale et développement du rôle des comités d'entreprises.
Une Assemblée régionale élue, contrôlant et dirigeant l'aménagement de la région de Paris. Suppression du régime de tutelle de la Ville de Paris.

UN PLAN DÉMOCRATIQUE D'EXPANSION. Contre une fiscalité de classe : taxation du capital et réforme de l'impôt sur le revenu. Pour l'égalisation des revenus : respect du principe « à travail égal, salaire égal » pour les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés ; augmentation générale des salaires et relèvement prioritaire des revenus les plus bas.
Pour la nationalisation des secteurs économiques clés. Un plan démocratique et impératif qui assure : l'expansion économique et le plein emploi ; le retour aux 40 heures sans diminution de salaire ; le droit de tous au logement : priorité à la construction sociale ; municipalisation des terrains à bâtir ; le droit de tous à la santé : effort massif en faveur de l'équipement hospitalier ; liberté de la conception (abrogation de la loi de 1920) ; le droit de tous à l'éducation permanente ; enseignement obligatoire jusqu'à 18 ans ; réforme des structures, des programmes et des méthodes pédagogiques. Création de services nationaux de l'Habitat, de la Santé et de l'Enseignement, gérés par les usagers.

GARANTIR LA PAIX ET LA COOPÉRATION. Désarmement général et contrôle : utilisation pacifique de l'énergie atomique ; désengagement des blocs militaires et dénonciation du Pacte Atlantique ; construction d'une Europe élargie, en marche vers le socialisme ; solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation politique et économique ; lutte contre l'agression américaine au Vietnam.

Ce PLAN est POSSIBLE avec VOUS et le PSU